

On nous demandera aussi de voter 80 milliards d'impôts nouveaux. Etes-vous bien sûr, monsieur le président du conseil, que le fonds de solidarité ne vous laisse pas un excédent de recettes considérable eu égard au petit nombre de bénéficiaires connus actuellement ? (*Exclamations à gauche.*) Ce que je dis est exact. Je le connais parce que je suis administrateur d'une petite ville, et je sais combien nombreux sont ceux qui devraient profiter du fonds de solidarité mais qui attendent toujours. Et il en est ainsi dans tout le pays. On avait promis beaucoup mais l'on a tenu peu. Il y avait cependant des moyens financiers. Que sont-ils devenus ? Je pose de nouveau la question.

Etes-vous incapable d'obtenir de vos ministres, par voie autoritaire, 1 p. 100 d'économie sur chacune de leurs dotations, ce qui ferait 53 milliards ? Etes-vous bien sûr de ne pouvoir obtenir de l'épargne française, camouflée ou fugitive, les 30 milliards de recettes au titre d'un emprunt pour l'exploitation des richesses sahariennes, gagé sur l'or, avec participation éventuelle aux bénéfices de l'exploitation ?

Conformément à notre doctrine, qui veut l'allègement des charges fiscales, nous ne vous suivrons pas dans le vote d'impôts nouveaux qui consacrent l'écrasement des classes moyennes et des travailleurs de toute condition. Nous sommes las des incessants appels au civisme des citoyens quand nous voyons l'Etat donner toujours le mauvais exemple avec augmentation du prix de l'essence, du vin, des produits alimentaires essentiels à la vie du travailleur, sans que pour autant les salaires suivent le coût de la vie.

Vous avez dit, monsieur le président du conseil, que la France vit au-dessus de ses moyens.

C'est une lapalissade. Mais quelles mesures d'économies proposez-vous ?

Instituez-vous une nouvelle commission « de la hache » ? Alors quels procédés efficaces nous donnerez-vous ? Vous savez, en qualité d'ancien ministre des finances, quelles propositions sérieuses d'économies pourraient être faites. Nous comptons que vous direz au pays que l'ère des grandes réformes est arrivée ou qu'incapable de les réaliser vous céderez à un gouvernement de salut national, s'appuyant sur la nation et la légalité républicaine, la place à laquelle je convie le pays anxieux et travailleur, mais toujours calme et réfléchi.

Il saura alors, par une juste compréhension de l'état social actuel, où tant de petites gens se heurtent aux difficultés sans cesse accrues de l'existence, nous conduire à l'équité dans les charges, à une véritable liberté dans tous les domaines et à la grande réforme de la fiscalité que tout le monde attend. (*Interruptions à gauche.*)

M. Maurice Deixonne. Vous vous êtes trompé de débat. Vous abordez les problèmes économiques et il est question aujourd'hui de l'Algérie. Vous anticipez d'une semaine. (*Exclamations à l'extrême droite.*)

M. René Tamarelle. Ainsi, grâce à un sursaut national depuis longtemps prévisible, le redressement de la nation sera bientôt une réalité. (*Interruptions à gauche.*)

M. Marcel Bouyer (*s'adressant à la gauche*). Relisez donc vos professions de foi.

M. Joseph Garat. Nous nous en souvenons !

M. René Tamarelle. Oh ! nous le savons, vous êtes plus patriotes que les autres. Nous nous souvenons de vos slogans : « Pas un sou, pas un homme pour la défense nationale ! » Nous avons connu cela et nous avons de la mémoire. (*Exclamations à gauche.*)

Nous sommes plus corrects que vous. Il suffit que l'un des nôtres monte à la tribune pour que vous fassiez du bruit ou quittiez la salle.

Mais cela n'a pas d'importance, car nous sommes Français comme vous.

Nous comparerons la généalogie de nos familles, si vous le voulez bien.

Quand la France, qui fut grande, qui l'est encore et veut le rester, parle, le monde se tait.

Souhaitons, en puisant dans la sagesse de nos traditions, voir se concrétiser l'unité de la patrie autour de laquelle tous ses fils d'outre-mer aimeront à se grouper. (*Applaudissements à l'extrême droite.*)

M. le président. La parole est à M. Giscard d'Estaing.

M. Valéry Giscard d'Estaing. Mesdames, messieurs, si le régime avait montré autant d'empressement à se réformer qu'il vient d'en mettre à se défendre, nous n'aurions pas connu les événements d'Algérie.

Ne nous laissons pas égarer aujourd'hui par le problème mal posé de la défense du régime.

J'ai traversé hier la France, comme beaucoup d'entre vous. Elle est calme.

Le Gouvernement a demandé des pouvoirs spéciaux et une loi déclarant l'état d'urgence. Nous l'avons votée, je l'ai votée. Il a un ministre de l'intérieur qui peut appliquer les techniques du désarmement aux conflits d'ordre interne. Il a des préfets : c'est à eux de défendre la légalité.

Quant à nous, nous devons tirer les conséquences politiques des événements d'Algérie car, une chose est certaine, l'ordre ancien est mort. Personne en France n'admettrait que ces événements n'aient servi à rien. Ils doivent nous ouvrir les yeux sur Alger et sur Paris.

Si j'ai le droit, quoique non spécialiste, de parler aujourd'hui de l'Algérie, c'est parce que les affirmations que nous avons entendues souvent à cette tribune, les craintes qu'on nous a exprimées, tout cela vient d'être balayé par un vent de vérité.

Que pouvions-nous, en effet, prévoir logiquement ? La manifestation du 13 mai, dirigée contre un gouvernement soupçonné de vouloir pratiquer une politique d'abandon, rassemblait les Européens les plus hostiles à celle-ci et les plus irréductiblement opposés à l'indépendance algérienne. Elle les rassemblait à quelque dizaine de mètres des cafés ensanglantés l'an dernier par les attentats. Ne pouvait-on pas redouter les pires violences et ne pouvait-on pas prévoir une Saint-Barthélémy des Musulmans ?

Au contraire, on a assisté avec surprise à des scènes de fraternisation.

Les Musulmans, si réservés eux-mêmes depuis plusieurs mois, housculés, contrôlés par les forces de police et par les forces de l'ordre, n'allaient-ils pas, au moins par leur silence, au moins par leur absence, refuser de s'associer à cette manifestation des ultras ?

Ils sont venus, nous dit-on, par centaines, par milliers, hommes et femmes.

Ce que la propagande officielle n'avait jamais réussi à faire apparaître, ce qui nous manquait cruellement dans cette épreuve de l'Algérie, c'est-à-dire l'attachement profond des masses musulmanes à la France, tout à coup cet attachement nous était crié.

A cela, jusqu'ici le Gouvernement n'a rien répondu. Pourtant, mesdames et messieurs, les sacrifices considérables demandés à notre pays, les centaines de milliards dépensés depuis quatre ans et, ce qui est infiniment plus douloureux, les vies de nos jeunes camarades, tout ceci a été demandé pour aboutir à un résultat qui ressemble à celui-ci.

Nous touchons peut-être le résultat des mains, mais enfermés dans la procédure, dans la rancune, dans les querelles de partis, nous avons choisi jusqu'ici de rester silencieux.